



La promotion de la participation politique des jeunes au cycle électoral

Points d'entrée des organes de gestion des élections

Table ronde
24-26 novembre 2015
Pretoria, Afrique du Sud



La promotion de la participation politique des jeunes au cycle électoral

Points d'entrée des organes
de gestion des élections

Table ronde

24-26 novembre 2015
Pretoria, Afrique du Sud

© 2016 Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale

International IDEA
Strömsborg
SE-103 34 STOCKHOLM
SUEDE
Tél: +46 8 698 37 00, fax: +46 8 20 24 22
Courriel: info@idea.int, site web: www.idea.int



La version électronique de cette publication est disponible sous Creative Commons Licence (CCL) — Creative Commons Attribute-NonCommercial-ShareAlike 3.0 Licence. Vous pouvez librement partager cette publication ou encore réorganiser ou adapter son contenu à la condition que ce soit à des fins non commerciales et sous réserve de citer correctement votre source et de diffuser votre travail sous une licence identique à celle-ci. Pour de plus amples informations sur cette licence, veuillez consulter le site suivant : <<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0>>.

Les publications d'IDEA international sont indépendantes de tout intérêt national ou politique. Les points de vue exprimés dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les opinions d'IDEA international, de son conseil consultatif ou des membres de son conseil.

Conception graphique : International IDEA

Table de matières

Introduction	4
1. Séance d'ouverture.....	4
2. Participation des jeunes aux processus politique et électoral.....	7
3. Points d'entrée pour la promotion de la participation des jeunes à la vie politique – expérience de la SADC.....	11
4. Points d'entrée pour la promotion de la participation des jeunes à la vie politique : expériences de pays non membres de la SADC.....	16
5. Dialogue avec les jeunes : utilisation des technologies et medias sociaux	19
6. S'engager avec les jeunes : prévenir ou atténuer la violence liée aux élections	22
7. Directives pour les engagements des organes de gestion des elections.....	25
8. Résumé et clôture	27
Annexe A. Rapports des groupes de travail.....	32
Annexe B. Note d'orientation de la table ronde	37
Annexe C. Programme de la table ronde.....	41
À propos IDEA international.....	47

Introduction

La table ronde sur le rôle de la jeunesse dans les élections : points d'entrée pour les Organes de Gestion des élections (OGE), s'est tenue du 24 au 26 novembre 2015 à Centurion, en Afrique du Sud. L'événement a été organisé par l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA international), en collaboration avec le Forum des commissions électorales des pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (ECF-SADC). La Commission électorale de l'Afrique du Sud a accueilli la Table ronde.

Les niveaux de participation des jeunes dans les structures représentatives nationales et régionales ont été faibles dans la région et très souvent, les élections n'attirent pas l'attention des jeunes. Beaucoup de jeunes gens exercent leur pouvoir en dehors des processus électoraux formels dans les situations d'exclusion et de difficulté sociales et économiques. Souvent, peu de mesures sont prises pour cibler particulièrement les jeunes en tant que vecteur de renouveau politique et renforcer leur confiance dans les systèmes électoraux démocratiques formels. Même s'il existe diverses explications aux faibles taux de participation des jeunes, les OGE ont un rôle crucial à jouer dans la promotion de l'inclusion des jeunes dans les processus électoraux et dans les structures de représentation politique (structures politiques de représentants élus).

En réponse à la complexité de l'implication des jeunes dans le processus démocratique, IDEA a lancé un processus de documentation sur les défis et les pratiques visant à l'inclusion des jeunes dans la vie politique et les processus électoraux à travers le continent. La table ronde a été organisée dans le cadre de ce processus et avait pour objectif général l'échange d'expériences et l'utilisation des enseignements tirés comme base pour un engagement plus profond quant aux stratégies et activités d'intégration de la jeunesse réalisables pour l'avenir. L'objectif spécifique visé par la table ronde était donc d'identifier les points d'entrée pour les OGE qui cherchent à définir leurs approches pour l'inclusion des jeunes. Pour réaliser cet objectif global, le Dialogue visera à :

- faciliter l'échange d'information sur la façon dont les OGE encouragent la participation des jeunes tout au long du cycle électoral y compris des idées novatrices pour un tel engagement
- présenter et discuter des études de cas élaborées par rapport à l'initiative « Eliminer les barrières à la participation des jeunes : Points d'entrée des OGE »
- Faire le bilan des expériences et des approches novatrices déjà appliquées et identifier les bonnes pratiques et les enseignements supplémentaires tirés des OGE dans la région de la SADC intervenant dans la promotion de la participation des jeunes.

Au cours du dialogue, l'attention a également été portée sur les questions qui touchent à tous les éléments relatifs à la participation des jeunes aux différents aspects et étapes du

cycle électoral. Parmi ceux-ci, on compte les stratégies visant à encourager la participation des jeunes femmes, à trouver une solution au problème de la participation des jeunes à la violence électorale, et l'engagement des jeunes par le biais de la technologie et des médias sociaux. Pour renforcer le dialogue et assurer une pleine participation, la table ronde a été animée par Mme Sibongile Zimemo.

Le présent rapport se veut un résumé des contributions faites, ainsi que des discussions des participants. Le rapport suit de manière générale la structure du Programme de la Table ronde (Annexe B) et les objectifs de la Table ronde énoncés dans la Note d'orientation (Annexe C). Le rapport résume en substance les contributions des conférenciers et des participants. Il ne s'agit pas d'un compte rendu in extenso de la Table ronde. Une liste complète des participants est jointe en Annexe D.

1. Séance d'ouverture

La séance d'ouverture a été présidée par Dr Nomsa Masuku, Directrice générale adjointe de la Commission électorale d'Afrique du Sud. Dr Masuku a souhaité la bienvenue aux participants et présenté les intervenants de la séance d'ouverture au cours de laquelle tous les participants ont été invités à se présenter.

Juge Mahapela Lehohla : Président du Comité exécutif de l'ECF-SADC

Dans son intervention, le Juge Lehohla a commencé par remercier la Commission électorale d'Afrique du Sud pour avoir bien voulu accueillir l'événement et souhaiter la bienvenue à tous les participants des OGE et des organisations de la société civile. Il a également remercié IDEA international pour l'appui et le leadership apportés dans l'organisation de l'événement. Il a souhaité la bienvenue aux commissaires et hauts représentants des OGE qui étaient présents.

Le Juge Lehohla a indiqué que l'événement arrivait au moment opportun et découlait d'une préoccupation exprimée quant à la question de la participation des jeunes au processus électoral rappelant que les jeunes représentaient 60 pour cent de la population mondiale et méritaient donc plus attention pour s'assurer qu'ils participent et restent confiants dans les processus électoraux. Il a également évoqué l'appel à l'inclusion des jeunes dans toutes les discussions ayant un impact sur eux – « tout ce qui nous concerne, avec nous ».

Pour souligner l'importance accordée à la jeunesse du Continent, le Juge Lehohla a fait référence à la Charte africaine de la Jeunesse, en particulier ses dispositions relatives à la participation des jeunes aux processus démocratiques. Il a insisté sur la nécessité d'intégrer les jeunes dans la politique en général, car historiquement, les jeunes ont fait montre d'un dynamisme et d'une capacité à diriger les sociétés et à effectuer des changements qui profitent à tous.

Table ronde sur La promotion de la participation politique des jeunes au cycle électoral : points d'entrée des organes de gestion des élections Pour encourager des réflexions prospectives, le Juge Lehohla a déclaré que la table ronde devait réfléchir à la participation des jeunes à toutes les étapes du cycle électoral. Il a souligné qu'il était particulièrement important de mettre en place des cadres juridiques qui encouragent la participation des jeunes et veillent à ce qu'ils soient mobilisés pour faire entendre leurs voix au sein des structures représentatives élues. Pour conclure, il a insisté de nouveau sur le fait que l'inclusion des jeunes était une nécessité impérieuse, vu que les jeunes peuvent jouer un rôle crucial dans le développement des sociétés plus productives et fonctionnelles.

M. Terry Tselane : Vice-président, Commission électorale d’Afrique du Sud

Prenant la parole, M. Tselane a commencé par souhaiter la bienvenue à tous les participants au siège de la Commission électorale d’Afrique du Sud. Il a fait remarquer que l’événement était opportun car organisé dans le sillage des efforts du mouvement #FeesMustFall des jeunes en Afrique du Sud. Cette expérience a démontré que les jeunes ne sont pas apathiques et s’intéressent beaucoup aux questions liées à leur propre avenir. Il a toutefois exprimé sa crainte que la participation des jeunes de la région aux élections, qu’il a estimée à 40 pour cent environ, ne reste faible.

M. Tselane a donné en détail certaines des statistiques sur les niveaux de participation en Afrique du Sud. Il a noté que, lors des dernières élections, seulement 34 pour cent des jeunes habilités à voter y ont participé. Il a également fait observer que très peu de jeunes se portent candidats au sein des partis politiques. Pour comprendre cela, la Commission électorale d’Afrique du Sud a fait un sondage et les perspectives globales étaient que les jeunes sont désabusés et ne voient pas pourquoi ils devraient y participer.

Pour conclure, M. Tselane a également insisté sur la nécessité de reconnaître que les efforts visant à encourager la participation des jeunes ont été déployés dans ce contexte et qu’il est donc important que cela soit compris pour élaborer des stratégies optimales. Dans le cadre de ces efforts, il a appelé à la promotion de la participation à tous les stades du cycle électoral et au renforcement de la confiance des jeunes dans le système dans le cadre de l’encouragement d’actions responsables de leur part. Il a en outre souligné l’importance de la consultation et de la participation des jeunes dans tous les processus de prise de décision, d’où l’assertion « Rien nous concernant, sans nous ».

Professeur Adebayo Olukoshi : Directeur régional, IDEA international

Le professeur Olukoshi a remercié les Commissaires et tous les autres participants de leur présence et a félicité la Commission électorale d’Afrique du Sud pour avoir bien voulu accueillir l’événement. Il a fait remarquer que l’événement arrive à point nommé, avec l’ECF-SADC et IDEA international qui ont signé un protocole d’accord dans le cadre de la Conférence générale annuelle ECF-SADC d’août 2015 à Luanda. Ce Protocole d’accord ouvre la voie vers une plus grande collaboration dans le domaine électoral dans la région – la présente table ronde en est un exemple.

Le professeur Olukoshi a indiqué que même si la participation et l’inclusion des jeunes demeurent un problème mondial, il existe des caractéristiques uniques en Afrique qui requièrent une réaction de toute urgence, parmi lesquelles le fait qu’en Afrique, plus de 60 pour cent de la population est constituée de jeunes et qu’au cours des deux prochaines décennies, de nombreux jeunes seront dans les zones urbaines et dans les mégapoles. Il a affirmé que les réalités en Afrique sont très différentes de celles des autres régions et qu’elles nécessiteraient par conséquent des réponses spécifiques et bien adaptées.

Poursuivant son intervention, le Professeur Olukoshi a souligné que la réalité pour la plupart des jeunes concerne le sentiment d’exclusion que beaucoup d’entre eux ressentent et qui va au-delà des questions d’éducation et de citoyenneté. Même si l’exclusion est

une question d'ordre plus général, elle doit être un des éléments du dialogue vu qu'elle a un impact sur les questions liées à la violence et aux niveaux de confiance des personnes vis-à-vis des élections. En conclusion, le Professeur Olukoshi a indiqué qu'il n'existe pas de raccourcis et que très souvent, les élections sont la seule voie pour réaliser des changements politiques dans une société. Il a par conséquent encouragé les discussions sur le mécontentement des jeunes et les approches les concernant afin de promouvoir leur inclusion et d'élaborer des stratégies pertinentes pour l'avenir.

2. Participation des jeunes aux processus politique et électoral

La séance a porté sur la fourniture d'un cadre pour les engagements axés sur des cas plus détaillés et sur l'identification des domaines de préoccupation et les réponses qui peuvent être apportées pour s'assurer que les actions stratégiques couvrent tous les éléments du cycle électoral. M. Rushdi Nackerdien, Directeur régional pour l'Afrique de la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES) et Mme Mette Bakken, Agent de Projet, IDEA international ont fait des interventions sur les principes directeurs comme suit :

M. Rushdi Nackerdien : Directeur régional pour l'Afrique, IFES

M. Nackerdien a commencé son exposé en dégageant dans les grandes lignes l'intérêt et l'expérience d'IFES à travers le monde dans le domaine électoral et de la participation des jeunes aux élections. Il a mis en exergue les difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes dans leur passage de la passivité à l'activisme dans le cadre de la maturation vers l'âge adulte. Il a noté qu'il existe différentes définitions de la « jeunesse » selon l'âge et a conclu qu'il s'agit là d'une question spécifique à un contexte particulier.

Pour démontrer la complexité de ce contexte, M. Nackerdien a mis en exergue quelques-unes des réalités de la jeunesse africaine, à savoir que plus de 65 pour cent de la population africaine a moins de 35 ans et plus de 60 pour cent vit en zones urbaines. Il a en outre souligné que beaucoup de jeunes sont au chômage, n'ont pas accès aux technologies de la communication et se sentent très souvent déconnectés de la transition vers une démocratie multipartite. Il a indiqué en outre que le niveau de confiance dans le processus politique est en baisse faute de sensibilisation et que la désillusion gagne du terrain. Confrontés au problème de corruption parmi les leaders politiques, les jeunes estiment que leur vote ne fera pas de différence.

En conséquence, beaucoup de jeunes se sentent marginalisés et de ce fait, se radicalisent facilement.

S'inspirant de la recherche de l'IFES, M. Nackerdien a fait observer qu'il existe des éléments positifs tels que les niveaux d'enseignement sur lesquels on peut se baser dans l'élaboration des stratégies de participation des jeunes. Il a affirmé qu'une approche clé serait l'engagement des jeunes dans l'éducation civique le plus tôt possible et leur participation soutenue pendant plusieurs périodes électorales. Il a rappelé que les trois premières élections après l'éligibilité sont cruciales pour instaurer une habitude de vote chez les jeunes. Il a également souligné qu'une éducation de qualité est nécessaire, étant

donné que les jeunes bien informés ont tendance à être plus favorables à la démocratie. M. Nackerdien a en outre exprimé le point de vue selon lequel il est nécessaire d'adopter une approche globale qui inclurait une réponse aux différents segments de la jeunesse. Il faudrait notamment travailler au renforcement de l'interactivité pour une plus large participation de la communauté et à la promotion de la participation des jeunes à l'élaboration des politiques. Il a également suggéré que les délégués désignent un point focal au sein de leurs organisations et disposent d'un personnel qui se consacre aux programmes de la jeunesse. Pour conclure, M. Nackerdien a insisté sur la nécessité que cette table ronde aille au-delà des élections vers des stratégies susceptibles de renforcer la confiance dans le processus démocratique et dans les OGE.

Mme Mette Bakken : Administrateur de Programme, IDEA international

Mme Bakken a souligné l'urgence de l'engagement des jeunes dans les processus électoraux en se basant sur des expériences plus récentes où des jeunes ont eu recours à des manifestations et souvent à des actions violentes pour exprimer leur mécontentement politique. Elle a noté que sur le long terme, il est essentiel de renforcer la confiance des jeunes avec les systèmes de gouvernance et en particulier avec les élections comme vecteur de changement.

Mme Bakken a noté que pour être efficace, une approche multidimensionnelle qui couvre tous les domaines du cycle électoral est nécessaire. Des actions, a-t-elle ajouté, sont également nécessaires dans les périodes pré et post électorales dans le cadre d'une stratégie à long terme. Il existe trois domaines clés pour l'engagement des jeunes, à savoir : considérer les jeunes comme des électeurs, comme des candidats aux élections et comme des gestionnaires électoraux. Outre la participation active des électeurs le jour du scrutin, il y a un besoin d'inclure des actions qui encouragent les jeunes à entrer dans l'espace politique et à être représentés dans les partis politiques et par conséquent, dans les structures législatives. Les partis politiques sont particulièrement bien placés pour encourager la participation des jeunes. Les OGE doivent aussi tenir compte des jeunes dans leur stratégie organisationnelle interne et permettre aux jeunes de se former et servir à des postes de direction. Elle a également mis en exergue la difficulté d'accès aux jeunes qui travaillent ou étudient à l'étranger, ainsi que l'importance de la manière dont l'OGE communique avec les jeunes. La communication est particulièrement importante et il est crucial pour les OGE de trouver de nouveaux outils et moyens novateurs pour impliquer et diffuser l'information à la jeunesse.

Comme première étape pour encourager une réflexion plus approfondie sur les stratégies, Mme Bakken a détaillé certains des éléments qui seraient essentiels pour promouvoir la participation des jeunes. Il s'agit, entre autres, des changements dans la législation pour faciliter la représentation des jeunes ; des processus d'enregistrement différentiels ; des ressources spécifiques et ciblées pour la participation des jeunes, de l'éducation des électeurs, de la participation des jeunes en tant qu'observateurs et des mécanismes de suivi pour assurer la mise en œuvre des stratégies adoptées.

En conclusion, Mme Bakken a décrit certains des défis auxquels les jeunes sont confrontés, notamment les problèmes spécifiques aux jeunes femmes. Elle a relevé qu'un élément important pour l'avenir est de travailler avec les partis politiques pour

encourager la participation active des jeunes. Elle a également encouragé les OGE à considérer l'engagement des jeunes comme une priorité plutôt que comme un « ajout » et a fait observer qu'il n'y avait pas d'approches faciles ni de raccourcis ni de gains rapides pour obtenir des résultats positifs.

L'Honorable Dithapelo Keorapetse : Membre du Parlement, République du Botswana

L'intervention de l'Honorable Keorapetse a porté sur ses propres expériences en tant que jeune représentant élu au Parlement du Botswana. Il a décrit certains problèmes de perception auxquels il a fait face lorsqu'il cherchait à entrer dans l'espace politique, quelques-unes des difficultés qu'il a rencontrées au cours de sa campagne électorale et quelques-uns des défis d'ordre général qui se posent aux jeunes lorsqu'ils s'engagent formellement dans la politique électorale.

L'Honorable Keorapetse a indiqué que lors de sa première campagne, il a été difficile de mobiliser des fonds car beaucoup le considéraient trop jeune et inexpérimenté pour entrer en politique. Il a réussi à mobiliser des ressources auprès des amis et en a fait un levier pour attirer des ressources supplémentaires. Il a également signalé que beaucoup de personnes âgées en politique ont eu du mal à l'accepter comme candidat et réagissaient souvent face à lui sur la base de l'âge et non pas sur les questions de fond. Sur la base de ces expériences, l'Honorable Keorapetse a décrit certaines des leçons qui seraient pertinentes pour l'avenir, à savoir la modification des lois électorales afin qu'elles encouragent les jeunes à s'inscrire et à s'engager, la restauration de la confiance des jeunes à travers une formation active dans la politique électorale, la mise au point de stratégies visant à améliorer l'accès aux médias et l'utilisation des médias sociaux pour les campagnes. Il a également indiqué que le système électoral de son pays, le Botswana (système uninominal à majorité simple) a un impact sur la participation des jeunes. En conclusion, il a exhorté les OGE à trouver des moyens de favoriser l'inclusion des jeunes en modifiant le système d'inscription des électeurs pour que les jeunes ne soient pas confrontés à ce problème à plusieurs reprises, vu que cela constitue souvent un obstacle à leur participation. Il a par ailleurs encouragé les OGE à employer des personnes plus jeunes dans le cadre de leurs stratégies d'inclusion.

Débats

- Il est prouvé que lorsque l'éducation civique est introduite à un jeune âge, les gens sont plus susceptibles de participer aux élections. La définition de qui entre dans la catégorie des jeunes varie selon les pays et est susceptible de dépendre des réalités contextuelles spécifiques.
- Le plus grand défi pour les jeunes entrant en politique est la mobilisation des ressources. Renforcer la confiance prend du temps et nécessite des rapports de respect avec les autres. En conséquence, il est stratégique de renforcer sa crédibilité par des pratiques qui évitent d'insulter les personnes plus âgées au cours des campagnes. Les sources de financement pour les campagnes politiques sont susceptibles d'être un défi permanent pour les jeunes.

- Il importe de tenir compte des différentes catégories de jeunes lors de l'élaboration des stratégies. Certains jeunes peuvent être engagés par le biais des médias sociaux, cependant les jeunes qui n'y ont pas accès peuvent utiliser les médias traditionnels et autres formes d'engagement. Il est important d'établir des alliances stratégiques avec les organisations de jeunesse dans le cadre de la construction d'une démocratie et d'une culture électorale plus larges.
- Dans la promotion de stratégies ciblant les jeunes, le plus grand défi pour les OGE est d'obtenir les ressources et les capacités nécessaires. En l'absence de toutes les ressources requises, il serait préférable de tourner l'attention vers la mobilisation d'autres initiatives et organisations pour aider à la mise en œuvre et à l'implication des jeunes. Les financements des donateurs sont souvent focalisés sur les élections en tant qu'événement, ce qui crée des difficultés pour la planification et la mobilisation à long terme.
- Il est important d'amener les jeunes à participer tôt afin qu'ils apprécient l'importance de s'impliquer d'une manière responsable et éthique. Etant donné qu'il y a beaucoup de tentations dans la politique, ils devraient toujours conserver une disposition éthique, mais amicale lorsqu'ils sont confrontés à des défis.
- Les universités et centres d'enseignement supérieur similaires sont utiles pour encourager une participation plus profonde. Les élections dans ces institutions pour les structures d'étudiants sont un terrain d'apprentissage très important pour la politique. En outre, ils sont importants en tant que centres d'enregistrement et d'éducation civique. Les étudiants peuvent également servir « d'ambassadeurs de la jeunesse pour les élections ».
- Les jeunes sont facilement déçus par les élections et des enquêtes indiquent que souvent ils n'y participent pas car ils n'en voient pas l'intérêt. Cette réalité exige qu'il y ait une mobilisation constante des jeunes dans les lieux qu'ils fréquentent et par des moyens qu'ils comprennent en organisant par exemple des événements sportifs et connexes, des concerts et autres formes de manifestations récréatives.

3. Points d'entrée pour la promotion de la participation des jeunes à la vie politique – expérience de la SADC

Cette séance a porté sur les expériences tirées de certains pays de l'Afrique australe qui mettent en œuvre des politiques visant à promouvoir la participation des jeunes. Des contributions officielles ont été faites sur la République démocratique du Congo, la République du Mozambique, la République du Botswana, ainsi que la République de Namibie. Dans chacun des cas, les présentateurs ont essayé d'identifier les problèmes et de proposer des solutions en ce qui concerne la participation des jeunes. Au cours des débats, des expériences d'autres Etats membres de la SADC ont également été partagées.

M. Jean Baptiste Ndundu, Commissaire de la Commission électorale nationale indépendante de la République démocratique du Congo

M. Ndundu a axé sa communication sur ses expériences vécues en tant que Commissaire en charge des questions de la jeunesse, du genre et des personnes handicapées. Il a signalé que sa nomination s'est faite dans un contexte où la participation des jeunes était souvent réduite à de violents affrontements. Il a également rappelé la douloureuse histoire de la RDC et le fait qu'elle soit toujours en proie à de nombreuses tensions liées aux élections et à la légitimité du processus électoral.

M. Ndundu a décrit le contexte social difficile dans lequel vivent les jeunes congolais. Ainsi, l'approche en RDC était de garantir à ces jeunes non seulement leur place dans le processus de consultation pour ce qui est du processus électoral, mais aussi et surtout leur participation à la vie politique. A cet effet, l'OGE, par le biais des organisations de jeunes, a mis en place une structure d'échange et un forum pour la participation active des jeunes. Etant donné la faible implication des jeunes aux élections, l'objectif initial de ces structures établies était de créer des cadres adéquats afin de favoriser la participation des jeunes et de développer leur confiance dans les processus électoraux.

Il a également démontré que l'OGE doit son intégrité et sa crédibilité à la participation des jeunes. En terminant sa présentation, M. Ndundu a énuméré certains des défis auxquels l'OGE continue de faire face s'agissant de la participation des jeunes. La difficulté liée à l'inscription sur les listes électorales, qui a lieu avant les élections, est d'une grande importance. Pour lui, le système actuel, tel que légalement établi, tend à exclure de nombreux jeunes qui auront 18 ans juste avant les élections. Comme un pas

en avant, des efforts sont en train d'être consentis pour ratifier les dispositions portant sur la période d'avant le cycle électoral.

M. Rodrigues Timba, Commissaire de la Commission électorale nationale de la République du Mozambique

M. Timba a commencé sa présentation en indiquant que la problématique de l'engagement des jeunes dans la société est devenue une question prioritaire au Mozambique et cela se traduit dans les activités de tous les services du gouvernement. Le Gouvernement mozambicain a mis sur pied un Conseil national de la jeunesse comme cadre de concertation et d'engagement permanent entre les jeunes et leurs organisations.

De plus, M. Timba a précisé que les questions relatives à l'implication des jeunes sont traitées au niveau de ces assemblées nationales ainsi que dans les structures décentralisées de représentation. Le Mozambique, a-t-il ajouté, a créé un parlement des jeunes pour la participation des jeunes. L'existence, dans les partis politiques, de structures de jeunes très actifs dans la mobilisation des jeunes constitue un élément clé de réussite au Mozambique. En outre, des efforts supplémentaires sont consentis afin d'inciter les jeunes à participer aux activités des instances administratives de manière à acquérir les valeurs requises pour une démocratie électorale.

En ce qui concerne l'OGE, M. Timba a affirmé qu'une attention particulière est réservée à la participation des jeunes dans toutes les étapes du processus électoral. En plus des efforts d'éducation civique, les jeunes sont impliqués dans l'observation des élections et participent activement dans les campagnes électorales. L'OGE a stimulé la participation des jeunes non seulement à travers des médias appropriés, mais aussi par le biais de représentations théâtrales. En conclusion, M. Timba a souligné l'importance de la transparence de l'OGE qui est une garantie pour des résultats de scrutin qui ne suscitent aucune contestation ni aucun conflit, sous quelque forme que ce soit.

Mme Masego Ndlovu Kgalemang, Responsable principale à l'Education et à la Formation de la Commission Electorale Indépendante du Botswana

Mme Ndlovu, pour sa part, a commencé sa communication en soulignant que le Botswana a réalisé d'énormes progrès au cours de ces dernières années dans ses efforts visant à encourager la participation des jeunes à la vie politique. Le dernier progrès en date a été que grâce à l'OGE qui, en 2002, après s'être rendu compte de l'apathie des électeurs, a développé une stratégie ciblée afin de faciliter la participation des jeunes. L'étude a démontré que l'utilisation des moyens de communication traditionnels ne permettait pas de toucher les jeunes, d'où la nécessité de déployer davantage d'efforts allant dans ce sens.

Aussi, a-t-elle souligné l'approche globale que l'OGE a engagée pour inciter les jeunes à participer à la vie politique. Des initiatives axées sur la sensibilisation des jeunes à travers des divertissements (activités ludo-éducatives) et interventions éducatives ciblées étaient au cœur de la stratégie mise en œuvre par l'OGE. Outre les programmes d'éducation électorale enseignés dans les écoles, des efforts ont été déployés en vue de créer des clubs

Démocratie-Jeunesse au sein desquels sont organisés des concours de débat. L'OGÉ a également mis en place un programme dénommé « Jeunes Ambassadeurs », qui s'est révélé efficace en ce qui concerne la mobilisation et la motivation des jeunes.

Elle a aussi évoqué l'initiative de l'accueil des nouveaux électeurs (tout en ne se souvenant pas de la manière dont il a été fait). En énumérant d'autres expériences récentes, Mme Ndlovu n'a pas manqué de souligner certaines des difficultés que les jeunes ont identifiées, notamment les longues files d'attente auxquelles les jeunes doivent faire face le jour du scrutin. A cette fin, des efforts ont été déployés pour permettre une circulation plus fluide en mettant en place un service d'assistance géré par les jeunes pendant les élections de 2014 où le nom de l'électeur peut être vérifié sur les listes électorales, ce qui a l'avantage de renseigner l'électeur sur son numéro de page avant que ce dernier ne procède au vote. En conclusion, il a été noté que l'inclusion des jeunes doit être un processus permanent au Botswana étant donné que le niveau de participation n'est toujours pas des plus élevés.

De plus, les budgets alloués aux efforts ciblés qui se focalisent sur les jeunes sont limités et par conséquent il est souvent difficile pour l'OGÉ de faire participer pleinement les jeunes de façon durable. Il a été également constaté que les partis politiques ne jouent pas un rôle actif pour encourager les jeunes à participer.

Mme Dimpho Motsamai, Consultante spécialiste des élections, expérience de l'Organe de gestion des élections, République de Namibie

Mme Motsamai a présenté son exposé en indiquant qu'elle a développé une étude de cas sur la Namibie sur la base des interviews et des interactions avec la Commission électorale de Namibie (ECN). Elle a souligné le fait que l'ECN ait établi sa stratégie sur la base d'une étude réalisée en 2012. Cette étude a révélé que les outils de communication ECS n'attiraient pas les jeunes et que beaucoup d'entre eux ne voyaient pas la valeur ni la nécessité de voter.

En indiquant le niveau de défi qui se pose à l'ECN, Mme Motsamai a décrit certaines difficultés majeures auxquelles la jeunesse namibienne est confrontée. Il s'agit, entre autres, du taux élevé de chômage et un mécontentement général quant aux réalités économiques actuelles, dont la perception d'une mauvaise administration, ainsi que l'abus de pouvoir. Pour surmonter ces difficultés, la Namibie a mis en place une stratégie nationale de développement de la jeunesse. En 2012, l'OGÉ a également initié un certain nombre d'activités pour encourager la participation des jeunes et leur redonner confiance. Ces activités comprennent des tournées et des foires commerciales. Il a également été indiqué que certaines des difficultés que rencontre l'OGÉ résidaient dans le maintien des interactions des médias sociaux (Twitter et Facebook). En ce qui concerne l'utilisation des technologies, Mme Motsamai a fait observer que l'un des éléments positifs a été l'introduction du vote électronique qui a contribué à réduire les files d'attente et à stimuler le taux de participation.

Mme Motsamai s'est largement attardée sur les initiatives de l'OGÉ parmi lesquelles une campagne d'inscription des électeurs ciblée dans le but d'augmenter le nombre de jeunes sur le registre des électeurs avant les échéances électorales. En outre, l'OGÉ

a recruté des jeunes pour travailler en tant que jeunes ambassadeurs et promouvoir ainsi la participation active de la jeunesse aux élections. De plus, un certain nombre d'initiatives en matière de médias traditionnels et de médias sociaux ont été prises. Les infographiques utilisées pour promouvoir le vote chez les jeunes, revêtent une valeur particulière.

Mme Motsamai a décrit certains des défis qui continuent de se poser à l'OGE en Namibie. Il s'agit, entre autres : de l'absence d'efforts pour inclure les représentants des jeunes dans les structures politiques, des ressources insuffisantes affectées à l'inclusion des jeunes, et des questions relatives à la culture et à la capacité interne limitée de l'OGE pour traiter des problèmes qui interpellent les jeunes. Mme Motsamai a conclu en indiquant que, pour l'avenir, il faudra déployer des efforts supplémentaires visant à se baser sur le développement de stratégies qui couvriront toutes les étapes du cycle électoral.

Débats

- Les médias jouent souvent un rôle crucial dans les initiatives visant à renforcer la participation des jeunes. Il est essentiel de tenir des ateliers avec les médias et les animer en vue d'approfondir la communication. Cela nécessite une approche proactive afin d'éviter les malentendus et les fausses informations publiées dans l'espace médiatique. L'OGE devrait s'approprier la plateforme de la communication à travers des engagements pratiques.
- Force est de constater que certains jeunes ont totalement perdu l'intérêt pour la politique et la valeur qu'elle recèle pour les générations futures. Beaucoup sont mécontents et il est très difficile pour l'OGE de résoudre ces problèmes tout seul, car ils dépassent les limites de son mandat et de ses capacités. Il demeure important de collaborer avec tous les jeunes afin de les encourager à prendre en main leur propre avenir, peu importent les raisons de leur mécontentement.
- Tout en mettant l'accent sur la jeunesse, nous ne devons pas perdre de vue les personnes handicapées. En effet, il y a beaucoup de jeunes handicapés. Parmi les stratégies élaborées, l'utilisation du braille pour les mal voyants et le fait de veiller à ce que les centres d'inscription et de vote soient accessibles. Le Centre de ressources pour les personnes handicapées (DRC) a précisé qu'il a également diffusé le calendrier électoral en braille. Souvent, les jeunes ne veulent pas être catégorisés et veulent être traités sur un pied d'égalité par rapport à leur point de vue selon lequel ils sont des adultes (à part entière) dans le processus électoral.
- Pour réaliser des taux de participation plus élevés, il est important d'envisager des stratégies qui limiteraient le nombre de fois que les gens doivent s'inscrire et rendre la participation aux élections accessible à tous. Les nouvelles technologies peuvent appuyer cette démarche et l'on peut se servir du registre central de la population pour s'assurer que tout le monde est inscrit.
- Nous devons envisager la possibilité de fixer des quotas pour la participation des jeunes dans les structures représentatives. Ces quotas pourraient amener à attribuer des sièges aux jeunes au parlement ou promulguer des lois régissant la façon dont

les jeunes doivent être inclus dans les listes de candidats des partis. Par ailleurs, les partis politiques peuvent être encouragés à établir des mesures de contingentement des jeunes dans leurs systèmes et structures internes.

- Les ressources allouées à la participation des jeunes à la politique sont limitées. Si ces ressources continuent d'être limitées, il sera difficile pour les OGE de s'impliquer dans des initiatives visant à encourager la participation des jeunes.
- L'expérience au Malawi et à Zanzibar montre l'importance de mobiliser des fonds pour soutenir la participation des jeunes. Nous devons non seulement faire preuve de créativité pour obtenir un financement, mais aussi faire appel à des partenariats et autres modalités afin d'encourager la participation des jeunes. Souvent, les partis politiques n'encouragent pas les jeunes et la mobilisation des fonds de campagne par les jeunes n'est en réalité pas chose aisée.

4. Points d'entrée pour la promotion de la participation des jeunes à la vie politique : expériences de pays non membres de la SADC

Cette séance a porté sur les enseignements tirés des expériences de certains pays non membres de la SADC et qui avaient enregistré des résultats positifs dans leurs efforts pour le renforcement de la participation des jeunes. Des contributions utiles concernant le Royaume du Bhoutan, la République d'Haïti et le Cap Vert ont été apportées à la connaissance des participants. Pour chaque cas, les présentateurs ont parlé des interventions positives et des opportunités relatives à la participation des jeunes.

M. Mani Kumar Ghalay, Responsable principal de la Planification, Commission Electorale du Bhoutan

M. Ghalay a commencé son intervention en indiquant la situation géographique et la superficie du Royaume du Bhoutan. Il a précisé que c'est un pays relativement petit, comparé à de nombreux pays africains, mais ayant malgré tout à son actif des expériences positives qui peuvent se révéler utiles pour d'autres pays. Il a souligné que l'option générale au Royaume du Bhoutan est que c'est un pays d'apprentissage de la démocratie constamment en quête de moyens d'améliorer les niveaux de participation. Il a en outre fait savoir que le Bhoutan ne compte que quelques partis politiques, que le financement de la campagne y est réglementé et que l'Etat soutient financièrement les partis politiques. Cette stratégie permet aux jeunes d'entrer facilement en politique étant donné que le financement est disponible.

M. Ghalay a indiqué qu'avec le temps, la situation des jeunes a évolué car il était reconnu que les jeunes, bien que majoritaires au sein de la population, peinaient à faire entendre leurs voix. Pour résoudre ce problème, l'OGE s'est engagé dans un programme adapté spécifiquement aux jeunes. Un volet clé de cette stratégie a consisté à cibler les enfants au niveau des écoles pour susciter chez eux un intérêt pour les pratiques et les élections démocratiques et à créer des clubs Démocratie. Le Bhoutan a également mis en place un « Parlement des enfants » avec un accent particulier sur les communications concernant les plus jeunes dans le cadre de la célébration « du Jour de la Démocratie » et des efforts visant à sensibiliser les jeunes à leur importance dans la société. M. Ghalay a conclu en affirmant qu'investir dans les jeunes c'est investir dans l'avenir.

M. Karl M. A. Jean-Louis, Directeur général, L'Observatoire citoyen de l'action des pouvoirs publics (OCAPH)

L'intervention de M. Jean-Louis a porté sur les expériences de son organisation de la société civile en matière de mobilisation des jeunes dans le cadre des processus électoraux. Il a affirmé qu'en Haïti, le taux de participation électorale était faible et que beaucoup de jeunes ne croient plus au système électoral ou à la valeur du vote. Son organisation a entrepris des recherches auprès des jeunes pour comprendre les causes de leur non-participation, ainsi que les obstacles qui y concourent. Une approche clé dans le processus de recherche était le « crowdsourcing » (externalisation à grande échelle).

En réponse aux défis identifiés grâce à la recherche et aux échanges avec d'autres organisations non gouvernementales, M. Jean-Louis a indiqué que son organisation a commencé à travailler avec les jeunes pour voir comment leurs aspirations peuvent être intégrées dans l'espace politique. La stratégie clé des jeunes a été d'établir un Manifeste de la Jeunesse présentant leurs priorités et leurs préoccupations. Les jeunes ont ensuite tenu un dialogue avec M. Jean-Louis et les partis politiques pour évaluer leurs réponses au Manifeste. Pour conclure, M. Jean-Louis a indiqué que la participation des jeunes s'est améliorée et ils honorent les engagements pris par rapport à leurs priorités, mais certaines difficultés persistent car les ressources nécessaires pour atteindre les jeunes sont limitées.

Mme Maria do Rosario Lopes Gonçalves, Présidente de la Commission électorale du Cap-Vert

Mme Gonçalves a commencé son exposé par des mots de remerciements pour avoir été invitée et pour l'opportunité qui lui a été offerte d'interagir et d'apprendre des pays de la SADC. Elle a signalé que le Cap-Vert se prépare à des élections prévues en 2016 et s'attèle déjà à leur préparation. Elle a en outre indiqué que son pays a parcouru un long chemin depuis l'introduction de la démocratie multipartite et organise désormais des élections transparentes.

Mme Gonçalves a expliqué que malgré le succès des élections transparentes, le niveau de participation des jeunes reste très faible, ce qui constitue une préoccupation pour l'OGE et le pays dans son ensemble. Elle a noté qu'il était difficile de comprendre les raisons de la non-participation des jeunes. Réflexion faite, il a été constaté que de nombreux jeunes ne participent pas du fait que souvent, l'inscription n'est pas automatique. Elle a également indiqué que l'OGE a réalisé que la façon dont il fonctionnait et dont les élections étaient gérées n'était pas forcément de nature à attirer les jeunes.

Pour répondre aux difficultés auxquelles les jeunes étaient confrontées, l'OGE a initié un projet spécifique qui a reçu un financement des donateurs, ce qui lui a permis de renforcer son plaidoyer en faveur des jeunes et de développer des supports qui ont aidé les jeunes à comprendre et à apprécier le rôle de l'OGE. Au Cap-Vert, l'approche était de cibler les jeunes dans les écoles et autres établissements d'enseignement. Des jeunes ont été recrutés pour diffuser le message dans tout le pays. En conclusion, Mme Gonçalves a indiqué que cette démarche a offert à l'OGE l'opportunité d'apprendre et que les ajustements visant à approfondir les relations avec les jeunes se poursuivent.

Débats

- L'idée d'un manifeste de la jeunesse intégrant les priorités des jeunes est excellente dans la mesure où elle permet aux jeunes d'engager un dialogue avec les partis politiques par rapport à leurs programmes. La stratégie qui consiste à assurer le suivi de la mise en œuvre de leurs programmes est de nature à créer la confiance chez les jeunes, comme l'a démontré l'expérience du Nigéria.
- L'idée du financement de la campagne par l'Etat est à saluer et peut s'avérer efficace pour encourager les jeunes à faire leur entrée dans l'espace politique. Cette question est complexe et se rapporte à la transparence dans le financement des partis. Le financement des jeunes peut aider à garantir leur représentation au sein des structures élues. Par rapport à leurs stratégies d'intégration des jeunes dans leurs initiatives, les partis politiques gagneraient à être proactifs.
- Un des plus grands défis en politique est que souvent les partis politiques sont soit proches de la jeune génération ou deviennent des organisations familiales, excluant d'autres personnes qui ont peut-être le potentiel requis pour les diriger. Au Bhoutan, un âge de retraite a été fixé pour les politiciens et cette mesure aide à garantir la participation des générations moins âgées.
- Les jeunes sont souvent découragés par la politique et ne voient pas de raisons de s'y engager, ce qui peut s'expliquer, en partie, par le manque de transparence et les défaillances dans le système politique.
- L'expérience montre qu'il faut du temps pour créer la confiance (Malawi). Aussi, les OGE doivent-ils rester engagés et poursuivre leurs efforts pour rendre les élections plus crédibles, et faire de cette crédibilité la base du renforcement de la confiance chez les jeunes.

5. Dialogue avec les jeunes : utilisation des technologies et médias sociaux

Au cours de cette séance, l'attention a porté sur l'utilisation et les difficultés liées aux technologies de la communication et aux médias connexes pour le renforcement de la participation des jeunes.

Mme Shana Kaiser, Administrateur de programme, IDEA international, Bureau de Tunisie

Mme Kaiser a commencé sa présentation par une courte étude qu'elle a effectuée sur l'utilisation des médias sociaux par les OGE dans la région de la SADC. Elle a précisé que malgré l'utilisation de Facebook et de réseaux similaires par de nombreux médias, les plateformes ne sont pas pleinement exploitées et les réactions ou engagements actifs par rapport aux observations formulées par ceux qui ont accès à ces formes de média, restent limités. Elle a également souligné que la portée sociale des « médias sociaux » n'est pas suffisamment mise en relief.

En articulant les opportunités qu'offrent les médias sociaux, Mme Kaiser a indiqué qu'en général les médias sociaux sont largement utilisés car ils fournissent une plateforme de discussions ouvertes et permettent aux organisations d'atteindre un plus grand nombre de personnes, en particulier les femmes. Toutefois, il est nécessaire de renforcer l'engagement et d'améliorer la communication pour qu'ils soient efficaces. Elle a en outre insisté sur l'importance de l'immédiateté des réponses, ce qui permet une meilleure compréhension des engagements et rend les interactions actives à tout moment.

Présentant quelques idées pour l'avenir, Mme Kaiser a expliqué qu'au Canada, les organismes distincts de l'Autorité électorale utilisent très activement les plateformes sociales à toutes les étapes du cycle électoral. Au cours de la « Semaine de la Démocratie », des échanges de vues et autres débats en direct sont organisés et laissent des impressions très positives par rapport aux préoccupations et perspectives des jeunes. Elle a conclu en encourageant les OGE à diversifier les formes de supports qu'ils utilisent, y compris le questionnaire en ligne, des courts métrages et des jeux interactifs dans le cadre des efforts visant à encourager la participation des jeunes.

Dr Nomsa Masuku, Directeur général adjoint des Elections, Commission électorale de l'Afrique du Sud

Dans sa communication, Dr Masuku a mis en exergue les difficultés rencontrées dans les efforts visant à promouvoir la participation des jeunes à la vie politique en Afrique

du Sud et le fait que par le passé, l'OGE se focalisait principalement sur les formes traditionnelles de média. En 2014, en plus de l'utilisation des médias traditionnels, l'OGE s'est également concentré sur les médias sociaux et a recruté des jeunes pour assurer une présence en ligne à temps plein par Facebook, Twitter et par une plateforme interactive locale appelée 'Mxit'.

Dr Masuku a expliqué que l'approche basée sur les médias sociaux a engendré des changements au niveau de l'OGE. Auparavant, l'accent était mis sur les médias traditionnels et l'utilisation d'agents de centre d'appel pour répondre aux questions du public. Aujourd'hui, la situation a changé, car l'OGE recrute maintenant des agents dans son organisation et a fait des investissements importants pour assurer le suivi et répondre à toutes les questions soulevées sur Internet. Elle a également signalé que la capacité de diffusion dans les provinces et d'autres nouveaux défis persistent, tels que l'utilisation de « selfies » (autoportraits) dans les isolements, ce qui est illégal en Afrique du Sud.

Dr Masuku, dans sa conclusion, a précisé qu'ils doivent souvent réagir lorsque de fausses informations sont diffusées en ligne, alors qu'il est difficile d'identifier leurs auteurs. Elle a également indiqué que l'utilisation des médias sociaux est maintenant répandue au sein de l'organisation et que même les Commissaires utilisent ces médias au quotidien.

M. Samson Itodo, chargé de la Recherche, des Politiques et du Plaidoyer, du Plaidoyer en faveur de la Jeunesse, de la Croissance et du Progrès (YIAGA)

M. Itodo a commencé son exposé en présentant la complexité de la gestion des élections au Nigeria. Il a signalé qu'il y a eu récemment un passage à la technologie de la carte à puce, mais la taille du pays, par rapport aux capacités disponibles au niveau des OGE et au niveau de l'Etat fédéral et des Etats, fait qu'il est très difficile d'avoir des élections facilement gérables et qui se déroulent sans heurts. Avant les dernières élections, la décision a été prise d'utiliser les jeunes du National Youth Corps (Service national de la jeunesse du Nigeria – NYC) comme agents d'appoint dans les bureaux de vote. Cette initiative a considérablement amélioré le processus électoral et a servi à relever le niveau d'intérêt des jeunes pour les élections. Il a toutefois indiqué que les membres de la National Youth Corps ne pouvaient pas voter le jour du scrutin, ce qui constitue une autre question à régler à l'avenir car ils ont effectivement été privés de leurs droits.

M. Itodo a expliqué qu'au Nigeria, la participation des jeunes aux élections est une question très difficile à gérer du fait que souvent, les jeunes ne sont mobilisés que pendant les élections et que beaucoup ont été déçus par rapport aux réalités économiques auxquelles ils sont confrontés. Il a précisé toutefois que des efforts ont été initiés pour attirer les jeunes et que les technologies permettaient des interactions plus profondes et plus larges avec les jeunes. L'OGE au Nigeria a mis à profit la technologie de manière très efficace puisqu'elle est accessible à une large frange de la population. Des productions vidéo ont été mises en ligne et l'Institution jouit d'une bonne présence en ligne.

Donnant des détails sur l'utilisation des médias sociaux, M. Itodoa fait savoir que leur utilisation au cours des élections proprement dites s'est avérée très constructive et pratique. L'OGE au Nigeria a créé une salle de veille pour suivre en permanence

les communications en ligne (avec les jeunes) et répondre aux communications. Cette démarche a prouvé son efficacité dans le suivi des problèmes qui ont été rencontrés, ainsi que dans le traitement des fausses informations et de la spéculation sur les résultats émanant des bureaux de vote. En outre, tous les plus grands partis politiques ont aménagé des salles de veille permettant de suivre les informations à travers les médias sociaux et de communiquer avec l'électorat. En conclusion, il a indiqué que l'évaluation de l'efficacité des médias sociaux demeure une exigence et qu'étant donné les faibles taux de pénétration réelle, la présence des médias traditionnels reste pertinente.

Débats

- Il est important d'envisager des stratégies sur le maintien des interactions sociales sur les élections avant et après l'événement proprement dit. Les engagements qui jalonnent tout le cycle électoral peuvent aider à maintenir l'intérêt des jeunes. Il s'est avéré plus durable de recruter des experts des médias sociaux au sein des organisations et de maintenir cette pratique, pour garantir la communication en permanence.
- Il convient de réaliser que la vitesse de communication peut ne pas être toujours une bonne chose. Dans certaines situations, il peut arriver que la communication politique ne soit pas autorisée le jour des élections, car elle violerait les lois sur l'interdiction de faire campagne le jour du scrutin.
- Il est parfois difficile de contenir le flux d'informations et de maîtriser l'utilisation qui est faite des médias sociaux. Les médias ont une large portée et sont parfois utilisés pour manipuler les points de vue et à cet égard, il devient nécessaire de réguler et de veiller à l'usage que les partis politiques en font.
- Il convient que nous nous rendions compte que les niveaux de pénétration des médias sociaux ne sont pas élevés dans toutes les zones. Aussi, est-il nécessaire de continuer à utiliser les médias traditionnels vu que beaucoup de jeunes, particulièrement dans les zones rurales, n'ont pas accès à ces supports et se sentent exclus des processus électoraux.
- Même si les OGE doivent être proactifs dans leur communication de manière à prendre les devants par rapport au processus et de tenir les médias informés, il est tout aussi nécessaire de développer les capacités d'investigation pour des situations où de fausses informations sont répandues par le biais des réseaux sociaux.

6. S'engager avec les jeunes : prévenir ou atténuer la violence liée aux élections

Cette séance a porté sur les questions complexes relatives à la participation des jeunes à la violence liée aux élections et les stratégies qui peuvent être mises en œuvre pour surmonter ces défis. Les expériences du Lesotho, de Madagascar et du Kenya ont été partagées. Les présentateurs ont fourni quelques détails historiques pour chaque cas, lesquels n'ont pas été repris ici car dans le résumé, l'accent est mis sur les mesures positives prises pour atténuer la violence et l'implication des jeunes dans celle-ci.

M. Tsepo Monethi, Ancien parlementaire, Lesotho

M. Monethi a commencé sa présentation par un aperçu détaillé des défis historiques auxquels les partis politiques étaient confrontés au Lesotho et de la crise qui a souvent conduit à la violence. Il a affirmé que le processus politique était très complexe et que de nombreuses difficultés liées aux élections ont été le résultat d'actions qui n'étaient pas transparentes et qui ont servi à détruire la confiance que les populations avaient dans les élections. Il a en outre fait remarquer que l'armée était souvent un acteur dans les résultats d'élections quand il y avait des différends. Les institutions étatiques, y compris le pouvoir judiciaire, n'ont souvent pas agi de manière neutre face à des situations difficiles. Il a indiqué en outre, sans plus de précisions, que les jeunes étaient souvent utilisés d'une manière qui n'était pas appropriée dans le cadre de procédures électorales libres et équitables.

Pour souligner davantage les réalités politiques difficiles au Lesotho, M. Monethi a précisé qu'il importe de souligner que, parfois, la violence surgit lorsqu'il existe une frustration profonde au sein de la société (par exemple avec l'inscription des électeurs) et où d'autres formes d'interventions de médiation ne trouvent pas de solutions à des situations de crise de manière juste. Il a en outre fait valoir que des élections crédibles et la séparation des pouvoirs sont des questions qui devraient être résolues de manière à éviter des situations de frustration et par conséquent les conflits.

Tout en exprimant sa frustration par rapport à l'OGE au Lesotho, M. Monethi a ajouté que des mesures ont été prises pour travailler avec les jeunes dans le pays. Par le passé, les jeunes n'étaient pas vraiment engagés, mais beaucoup ont reconnu que leur rôle est important et que souvent ils se livrent à la violence face aux processus électoraux frustrants. Il a indiqué que l'OGE a organisé des ateliers avec les sections jeunesse des partis politiques, a également impliqué les jeunes par le biais d'événements sportifs et connexes et a initié des activités de service communautaire dans les zones rurales. Il a conclu en signalant que certains des jeunes qui ont participé aux ateliers initiaux sont entrés dans la politique comme membres à part entière des partis politiques.

M. Sambo, CENI-T Madagascar

La présentation de M. Sambo a été un compte rendu détaillé du rôle des jeunes dans la vie politique à Madagascar. Il a indiqué que les jeunes étaient souvent à l'avant-garde de l'action révolutionnaire et ont, dans le passé, été impliqués dans des activités violentes à travers le pays. Les jeunes ont souvent été utilisés par l'ensemble des partis politiques à l'encontre de leurs opposants et ont souvent été mobilisés pour former des milices sur des bases ethniques ou politiques. De la même manière que beaucoup de jeunes ont été impliqués dans la violence, ils sont également souvent victimes de réactions violentes de la part de groupements politiques ou d'autres organisations.

Vu l'histoire complexe de la violence chez les jeunes à Madagascar, M. Sambo a indiqué que la stratégie initiale du pays était de redonner confiance aux jeunes et de mettre en place des mécanismes de prévention de la violence. La clé de l'approche en vue d'instaurer la paix a été de développer un réseau d'experts en médiation à travers le pays pour prévenir les conflits. Grâce à l'appui du PNUD, des approches et des modèles ont été conçus pour faciliter le dialogue et instaurer la confiance.

Pour conclure sa présentation, M. Sambo a indiqué que des efforts ont également porté sur le renforcement des capacités de différentes organisations et sur la sécurisation de leur participation dans le cadre d'une approche collective en vue de l'établissement d'un environnement non violent. La conséquence globale de ces efforts est que les populations se sont félicitées de l'organisation des élections de 2014. Il a toutefois fait remarquer que les observateurs ont soulevé la question du faible niveau d'instruction des responsables de bureaux de vote et les problèmes d'accès à de nombreux bureaux de vote.

M. Rasi Ndago Masudi, Directeur chargé de l'éducation de l'électorat et des partenariats, Commission électorale et des frontières indépendante du Kenya (IEBC)

M. Ndago Masudi a décrit le contexte historique de la violence pendant et après les élections. Il a indiqué que les Kenyans ont été très choqués par la violence et ont par conséquent œuvré à établir un accord national qui a donné naissance à la nouvelle Constitution. Un évènement particulièrement important a été l'inclusion, dans cette nouvelle constitution, d'une charte des droits et des mesures constitutionnelles connexes (y compris les gouvernements régionaux) pour empêcher la violence ethnique souvent liée aux élections nationales.

M. Ndago Masudi a, en outre, fait état de certains des défis auxquels l'OGE était confronté, notamment le fait qu'il avait à gérer six scrutins différents, les jours des élections. -Même s'il n'y a pas eu une véritable violence lors des élections de 2013, il a précisé qu'en raison du chômage et des difficultés économiques qui en découlent, les jeunes restent susceptibles d'être mobilisés à des fins politiques violentes.

En conclusion, M. Ndago Masudi a indiqué que le gouvernement du Kenya a reconnu les difficultés que connaissent les jeunes au sein de la société. A cet égard, il existe des stratégies pour accueillir les jeunes dans l'économie et dans la politique, à savoir les pratiques d'achat préférentiel pour les jeunes et l'inclusion des jeunes au Parlement. Par ailleurs, la police a été formée pour gérer les points chauds pendant les élections et pour appréhender les jeunes de manière beaucoup plus appropriée.

Débats

- Les débats pour cette séance s'étant prolongés sur deux jours, la plupart des participants ont saisi l'occasion pour aborder des questions qui n'avaient pas été soulevées au cours de leurs présentations formelles.
- La situation au Lesotho demeure complexe et nécessite des initiatives de réforme sur le long terme. Des efforts visant à faciliter une plus grande coordination et une coopération entre tous les acteurs concernés et les partis politiques ont été déployés. Les partis politiques commencent à mieux s'engager et des programmes d'éducation politique et civique ont été élaborés pour être intégrés dans les programmes scolaires. Le Lesotho a également mis en place un programme des Jeunes Ambassadeurs, instauré une meilleure communication par le biais des établissements scolaires et organisé des caravanes électorales avec pour slogan 'Your vote your power' (Ton pouvoir c'est ta voix) pour les jeunes et avec les jeunes. Certaines de ces initiatives ont été concluantes, mais ne relèvent pas nécessairement les défis politiques plus graves à travers le pays et le champ politique reste très fracturée.
- Une planification préalable et la gestion efficace des risques se sont avérées très efficaces dans le cas du Mozambique. L'OGÉ a examiné tous les domaines du cycle et mis en place des initiatives pour faire en sorte que les jeunes participent à toutes les étapes et se sentent impliqués dans l'ensemble du processus. Des initiatives ont également été mises en place pour assurer une communication plus large avec les jeunes.
- L'expérience de Maurice montre que l'élément le plus important pour réduire la violence ou le potentiel de violence est la crédibilité de l'OGÉ. Si le peuple fait confiance à l'OGÉ, il respecte les résultats des élections. Il faut toujours veiller à ce que les élections soient crédibles et éviter toute erreur afin que le peuple, y compris les jeunes, ait confiance en cette institution. L'éducation de l'électorat et surtout des jeunes dans tous les aspects du processus électoral, peut énormément contribuer à encourager la participation.
- Au Cap-Vert, une initiative a été mise en place pour encourager une plus grande participation des jeunes, laquelle consiste à l'organisation d'un concours de conception d'un slogan pour les élections. Beaucoup de jeunes y ont participé, ce qui a suscité un sentiment général de fierté pendant les élections. L'OGÉ a ouvert les portes aux jeunes, et a été proactif dans l'inclusion des femmes. Une femme figure désormais parmi les candidats aux présidentielles et elle n'a que 38 ans. Il convient de souligner que ce processus prend du temps et nécessite un engagement continu.
- En RDC, l'accent a été également mis sur le renforcement des capacités de médiation à travers le pays. On a estimé que cela était important pour prévenir les conflits et encourager la participation des jeunes aux élections. Une Commission électorale d'intégrité et de médiation a été mise en place.
- Dans le cadre de sa stratégie pour une participation des jeunes, le Kenya a également mis l'accent sur l'utilisation d'événements destinés à la jeunesse pour populariser les élections et les faire participer de manière active. Cela a été fait lors de manifestations sportives et à travers des divertissements pendant les événements destinés à la jeunesse. L'OGÉ a également travaillé avec des personnes influentes dans la société, notamment les chefs religieux et d'autres figures respectées par les communautés pour diffuser des messages d'apaisement.

7. Directives pour les engagements des organes de gestion des élections

Cette séance de la table ronde a discuté plus en détail des engagements, des stratégies et des activités pouvant être initiées pour améliorer et approfondir la participation des jeunes dans les processus électoraux. Quatre groupes ont été mis en place pour discuter en profondeur des cinq stratégies prioritaires à introduire, des indicateurs de suivi et d'évaluation, ainsi que des 10 activités prioritaires qui pourraient être initiées. Les groupes de discussion ont été encouragés à articuler leurs interventions autour de l'ensemble des domaines du cycle électoral. Chaque groupe a rempli un formulaire/questionnaire qu'il a présenté lors de la Table ronde.

Rapports des groupes de travail

L'Annexe A résume de manière globale les contributions des quatre groupes. Le langage utilisé a été adapté pour intégrer plus facilement les contributions des groupes dans l'ensemble du rapport. La substance, cependant, est restée la même que celle présentée par les différents groupes. Puisque la plupart des groupes n'ont pas fourni d'indicateurs, ces derniers ne sont pas reflétés dans le tableau.

Les groupes de travail étaient les suivants :

- Groupe I : Chaque
- Groupe II : Voix
- Groupe III : Doit
- Groupe IV : Compter

Chaque groupe a présenté un rapport écrit de ses délibérations et fait verbalement un compte rendu des discussions. Le tableau est la synthèse des différents rapports présentés, ont été édités pour être accessibles à ceux qui n'ont pas participé à la table ronde.

Domaines prioritaires pour la mise en œuvre

Compte tenu des contraintes de temps, la Table ronde en tant que collectif n'a pas pu se mettre d'accord sur les priorités et les activités stratégiques à mettre en œuvre. La responsabilité en a été confiée au Rapporteur de la table ronde. Il a été convenu que la liste des priorités sera distribuée aux participants, pour leurs commentaires et observations

avant d'être finalisée pour le Forum des Commissions Electorales (ECF-SADC) avec l'idée que ces priorités feront l'objet d'un examen et d'une évaluation de leur mise en œuvre dans les engagements futurs sur la question des jeunes et des élections.

Les domaines prioritaires pour les interventions stratégiques et les activités énumérées ci-après sont basés sur une analyse détaillée des points saillants de chacune des présentations de groupe. Vu l'éventail des activités identifiées, seules les activités les plus pertinentes et récurrentes sont répertoriées afin de mettre l'accent sur les cinq principaux objectifs stratégiques prioritaires. Dans chaque domaine stratégique deux activités ciblées sont identifiées dans l'Annexe A. Le langage a été adapté pour dissocier la formulation des objectifs de celle des activités, pour éviter la confusion constatée lors des séances de présentation des rapports.

Objectifs stratégiques pour renforcer la participation des jeunes	Innovative Activities to Promote Youth Participation
<ol style="list-style-type: none"> 1. Les jeunes de la région sont à l'aise avec les processus électoraux et ont un sens de l'inclusion politique. 2. Les jeunes sont conscients des processus électoraux et participent activement à assurer la crédibilité des élections. 3. Une plus large prise de conscience sociétale de la participation des jeunes aux élections et à l'espace démocratique. 4. Les OGE dans la région ont la capacité et les ressources pour mener toutes les activités visant à renforcer la participation des jeunes. 5. La région de la SADC représente un exemple positif dans la participation pacifique des jeunes aux élections et à la démocratie. 	<p>ACTIVITES DES OGE :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Participer à des activités de sensibilisation visant à faciliter l'intégration des jeunes dans l'espace politique. 2. Travailler avec les mouvements de jeunesse, les partis politiques et les institutions connexes pour assurer la représentation des jeunes en politique. 3. Elaborer et mettre en œuvre des programmes de formation pour cibler les jeunes lors d'élections. 4. Proposer des stages pour les jeunes et d'autres initiatives bénévoles autour de la gestion des élections. 5. Construire l'infrastructure de l'information requise pour le réseautage social et toucher plus largement les jeunes. 6. Mettre en place des approches de suivi de la participation des jeunes dans les processus électoraux. <p>ACTIVITES DE L'ECF-SADC :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Développer un mécanisme de notification pour suivre la mobilisation dans les OGE dans toute la région. 2. Créer un centre régional de partage des connaissances pour l'échange de matériel et d'initiatives pour la participation des jeunes. 3. Mobiliser des ressources pour des efforts d'échange régionaux plus soutenus entre les OGE. 4. Sensibiliser l'opinion publique aux préoccupations des jeunes en ce qui concerne leur participation au processus démocratique.

8. Résumé et clôture

Au cours de cette séance, un vaste aperçu a été présenté sur certains des enjeux et perspectives clés qui ont émergé au cours de la table ronde. Mme Maria do Rosario Lopes, présidente de la Commission électorale du Cap-Vert et Mme J. L. Kazembe, présidente de l'ECF-SADC ont prononcé les discours de clôture.

Résumé des conclusions

Ce qui suit est une synthèse de quelques-unes des conclusions générales, extraites des présentations et des discussions au cours de la Table ronde. Les questions résumées ne sont pas des conclusions définitives formulées dans chaque séance, mais elles portent essentiellement sur des sujets plus larges qui doivent être examinés en vue de l'inclusion des jeunes dans les processus électoraux. Le résumé se veut un reflet des trois messages clés qui ont émergé au cours de chacune des séances plénières (selon le programme de la Table ronde).

Séance d'ouverture

- Au cours de cette séance, certaines des questions plus générales devant être examinées au cours de la Table ronde ont été soulevées, à savoir :
- Les jeunes ont toujours démontré une capacité à diriger et à apporter des changements pour l'amélioration de la société. Leur inclusion dans le processus électoral et en tant que représentants politiques est bénéfique pour le développement des pays. Leur importance est également affirmée dans la Charte africaine de la jeunesse.
- L'inclusion des jeunes dans les élections et dans l'espace démocratique est fondamentale pour la construction de leur sens de la responsabilité pour s'assurer qu'ils agissent d'une manière positive lorsqu'ils passent à l'âge adulte.
- Les réflexions sur l'avenir exigent une très bonne connaissance des réalités de l'exclusion des jeunes dans l'espace économique et du fait qu'en Afrique plus de 60 pour cent de la population est une population jeune qui s'urbanise rapidement.
- En tant qu'élément essentiel des processus démocratiques, les OGE doivent prendre des mesures importantes pour promouvoir la participation des jeunes. Les OGE ne fonctionnent pas dans le vide et devraient collaborer avec différents acteurs et partenaires étatiques et non étatiques pour promouvoir l'organisation d'élections crédibles et inclusives.

Séance I

Au cours de cette séance, les participants ont donné les directives concernant les domaines d'action et les domaines que la Table ronde doit couvrir, à savoir :

- Il est impératif d'identifier des éléments de preuve qui font aboutir les efforts visant à encourager la participation des jeunes, ainsi que les approches qui seraient pertinentes dans un contexte national particulier. Il s'agit de comment les jeunes sont définis dans le cadre de la stratégie d'inclusion plus profonde.
- L'approche du cycle électoral permet une réflexion sur toutes les dimensions où l'inclusion des jeunes doit être prise en considération. Il est particulièrement important de mettre en place une structure spécialisée et de consacrer des ressources pour s'assurer que les questions des jeunes sont incluses dans les stratégies des OGE. Recruter les jeunes dans les OGE pourrait favoriser ce processus.
- Un accent particulier est mis sur la nécessité d'expliquer aux jeunes les raisons pour lesquelles ils doivent voter. Cela est d'autant plus important qu'ils savent déjà comment voter et où voter. Ce processus est facilité par l'existence d'une liste électorale permanente et la réforme du système juridique pour inclure la participation des jeunes.
- Le cheminement d'un jeune entrant en politique peut être un processus très complexe et qui comporte de nombreux défis. Les jeunes ont la capacité d'exercer un leadership et peuvent s'inspirer de l'expérience d'autres jeunes de la région qui sont entrés en politique. Former les jeunes sur le financement de campagne est particulièrement important.

Séance II (A)

Au cours de cette séance, les leçons clés ont été tirées des OGE de la SADC sur l'inclusion des jeunes :

- Il est extrêmement important d'instaurer l'espoir et la confiance chez les jeunes en dialoguant avec eux à travers les structures existantes et en mettant en place (le cas échéant) des organes consultatifs.
- L'inclusion des jeunes est une question qui devrait être abordée par tous les secteurs et niveaux de gouvernement et nécessite qu'une stratégie pluridimensionnelle soit mise en place.
- L'inclusion de la jeunesse doit être fondée sur la compréhension des raisons pour lesquelles elle ne participe pas et sur des efforts constants et persistants visant à communiquer d'une manière qui leur est familière.
- Il n'y a pas de solution facile à l'inclusion des jeunes. C'est pourquoi il est essentiel que les approches établies soient pérennes et dotées de ressources suffisantes sur le long terme.

Séance II (B)

Au cours de cette séance, certaines leçons clés ont été tirées d'autres contextes hors SADC:

- Le financement des campagnes pour les jeunes ou les mesures visant à faciliter leur inclusion cela seraient déterminants pour la représentation des jeunes dans les structures politiques.

- Des approches créatives peuvent être établies pour solliciter des informations auprès des jeunes sur leur inclusion et pour obtenir leurs points de vue sur les questions spécifiques aux jeunes que le système politique devrait aborder.
- L'inscription des électeurs est un obstacle récurrent à la participation des jeunes aux élections. Les lois et règlements régissant les processus d'inscription des électeurs peuvent être évalués et révisés dans le but d'augmenter le nombre de jeunes sur le registre électoral.
- Il doit y avoir un apprentissage constant et l'adaptation des stratégies de communication et des approches pour l'inclusion, ce qui permettra de maximiser la participation des jeunes dans le cadre du slogan « tout nous concernant, avec nous ».

Séance III (A)

Au cours de cette séance, certaines leçons clés ont été tirées sur l'utilisation de la technologie et des médias sociaux :

- Il est essentiel de mettre en place une structure spécialisée pour coopérer avec les médias comme base pour s'assurer qu'il existe une interaction sociale et un suivi constant et cohérent des questions et préoccupations des jeunes.
- Tous les OGE doivent avoir des personnes ayant un savoir-faire technologique dont idéalement des jeunes dévoués pour s'occuper du système et s'impliquer de façon continue.
- Les communications à travers les plates-formes médiatiques (médias traditionnels et nouveaux) fournissent une base très efficace pour identifier et gérer les défis liés aux élections et pour répondre à la désinformation ayant trait à la gestion des élections et aux domaines qui s'y rapportent, tels que la présentation des résultats d'une élection.

Séance III (B)

Au cours de cette séance, des leçons clés concernant la question des violences liées aux élections ont été dégagées:

- Les jeunes ont toujours été impliqués dans la violence politique. La capacité de médiation en cas de conflits et l'adoption d'approches fondées sur le dialogue et non la confrontation sont importantes car elles contribuent indirectement à promouvoir la participation pacifique des jeunes aux élections.
- Les événements et les manifestations récréatives destinés à la jeunesse pour communiquer avec les jeunes et pour changer leur façon de voir les élections comme un jeu à somme nulle sont un moyen efficace.
- Pour s'assurer d'un engagement constructif de la part des jeunes, il est important que les processus électoraux soient crédibles et que les jeunes aient confiance dans le rôle et à la performance des OGE et des institutions chargées de la résolution des litiges électoraux.

Le présent résumé se veut une brève caractérisation de la riche diversité des questions qui ont émané de la table ronde et n'est donc pas un examen exhaustif de toutes les questions énoncées avec passion et conviction par les participants et les présentateurs.

Allocutions de clôture

A la séance de clôture, Mme Maria do Rosario Lopes, Présidente de la Commission électorale du Cap-Vert a fait quelques remarques sur les expériences de son pays. Elle a précisé que la participation des jeunes est un processus et non un événement singulier. Au Cap-Vert, diverses stratégies, notamment des concours, ont été mises en place pour encourager la participation des jeunes, dont nombre d'entre elles ont donné des résultats positifs, mais d'importantes améliorations sont encore nécessaires. En conclusion, elle a exprimé son engagement au partage et son appréciation pour les perspectives des pays de la SADC et les autres pays hors de cette région.

Clôturant la Table ronde, Mme J.L. Kazembe, présidente de l'ECF de la SADC, a commencé par remercier tous les organisateurs, notamment IDEA international et la CEI d'Afrique du Sud. Elle a également indiqué qu'il s'agit là de la première étape d'un cheminement que l'ECF-SADC avait proposé il y a quelque temps. Elle a exhorté les participants à rester impliqués et a pris l'engagement que l'ECF-SADC fera le suivi et qu'à l'avenir, les réflexions porteront sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des stratégies et activités proposées au cours de la Table ronde. Elle a remercié tous les participants pour leur temps et leurs contributions et leur a souhaité un bon retour dans leur pays respectifs.

Annexe A. Rapports des groupes de travail

Rapports des groupes de travail

L'Annexe A résume de manière globale les contributions des quatre groupes. Le langage utilisé a été adapté pour intégrer plus facilement les contributions des groupes dans l'ensemble du rapport. La substance, cependant, est restée la même que celle présentée par les différents groupes. Puisque la plupart des groupes n'ont pas fourni d'indicateurs, ces derniers ne sont pas reflétés dans le tableau.

Les groupes de travail étaient les suivants :

- Groupe I : Chaque
- Groupe II : Voix
- Groupe III : Doit
- Groupe IV : Compter

Chaque groupe a présenté un rapport écrit de ses délibérations et fait verbalement un compte rendu des discussions. Le tableau est la synthèse des différents rapports présentés, ont été édités pour être accessibles à ceux qui n'ont pas participé à la table ronde.

Groupe 1

	Objectifs stratégiques pour renforcer la participation des jeunes	Activités innovantes pour promouvoir la participation des jeunes
CHAQUE	<ol style="list-style-type: none"> 1. Faciliter l'appropriation du message par les jeunes en augmentant le nombre de volontaires ambassadeurs. 2. Répondre au besoin de demeurer pertinent en faisant campagne tout au long du cycle électoral, en mettant au point de meilleurs programmes et stratégies de plaidoyer pour les OGE et en recherchant la participation maximale des citoyens. 3. Etablir une plus grande visibilité et un engagement actif, développer et harmoniser les trois (3) stratégies obligatoires à savoir la participation des jeunes, la communication et les médias sociaux en fournissant à la fois les manuels et du matériel d'apprentissage en ligne et en surveillant constamment la participation des jeunes. 4. Elargir et équilibrer l'empreinte géographique des activités d'information et de sensibilisation et mettre en œuvre des stratégies dans des zones auparavant non accessibles et hostiles en créant et en soutenant des partenariats stratégiques avec les principaux intervenants qui sont influents dans les espaces de la jeunesse pour assurer l'inclusion avec un accent particulier sur les PMD. Il est également important de mettre en place un processus d'évaluation holistique et impartial. 5. Assurer le suivi du processus de participation des jeunes tout au long du cycle électoral avec une tolérance zéro pour la corruption. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'utilisation de stratégies des prix et de publicité et organisation de concours pour la conception, la diffusion et l'appropriation des messages de participation des jeunes. • L'élaboration de programmes de formation assortis de mesures d'incitation pour les formateurs en recrutant plus de bénévoles, de responsables des organisations de jeunesse, des directeurs de programmes et en élaborant du matériel de formation approprié. • La collecte de fonds pour mettre en place les ressources humaines nécessaires, l'accès aux données et à l'équipement requis pour accroître l'accessibilité aux outils et infrastructures des médias sociaux. • La diffusion du matériel imprimé et en format numérique sur Internet d'accès rapide et en temps réel à travers les organisations de jeunesse, les établissements d'enseignement et les bibliothèques. • La mise en place d'un budget pour le financement d'activités de sensibilisation et de promotion, par le biais de manifestations récréatives, des ambassadeurs et du matériel de publicité, de la célébration d'une journée nationale de l'électeur, d'actions itinérantes organisées chaque année aussi bien dans les espaces les plus urbains que dans les espaces les plus ruraux. • Le plaidoyer devant le parlement en faveur du quota de représentation des jeunes au sein du gouvernement, des groupes de pression des partis politiques et du pouvoir judiciaire. • La mise en œuvre de programmes d'utilisation de matériel, de mentorat, d'échange et l'élaboration de programmes de candidature et de volontariat dans tous les pays de la SADC. • L'établissement de partenariat avec le conseil des jeunes afin de les exposer au travail des OGE et l'élaboration de programmes éducatifs et de formation en matière de politiques et de gouvernance. • Utilisez des documentaires et un programme de partage des réussites de type : « être vu à la télévision ».

Groupe 2

	Objectifs stratégiques pour renforcer la participation des jeunes	Activités innovantes pour promouvoir la participation des jeunes
VOTE	<ol style="list-style-type: none"> 1. Augmenter la prise de conscience et la conscience civique des jeunes par l'éducation civique innovante ou adaptée des électeurs. 2. Renforcer la capacité des jeunes à participer efficacement au processus électoral et politique. 3. Augmenter la représentation des jeunes au sein des structures institutionnelles des OGE pour renforcer leur participation dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques au sein des OGE. 4. Promouvoir l'engagement constant des acteurs concernés à encourager la participation des jeunes au processus électoral. 5. Initier des réformes administratives et juridiques pour ouvrir l'espace civique et politique aux les jeunes, aux femmes et aux personnes handicapées. 6. Mettre en place des plateformes qui favorisent le partage d'expériences, la production de connaissances et la collaboration transfrontalière entre les OGE et les jeunes. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'élaboration de programmes pour les électeurs et l'éducation civique, y compris les manuels de plaidoyer illustrés sur le processus électoral destinés aux établissements d'enseignement formel et informel des jeunes. • L'institution de sessions de médias sociaux périodiques (conférence, photo et concours vidéo et autres infographies) sur l'éducation des électeurs en ciblant les jeunes. • L'élaboration d'une politique pour les jeunes de l'OGE pour guider et orienter l'engagement de l'OGE vis-à-vis des jeunes. • L'émission de directives, de notes d'orientation, de mémorandums et de conseils visant à éliminer les obstacles juridiques, politiques et culturels à la participation des jeunes. • La promotion de l'engagement des jeunes en organisant périodiquement des tables rondes, des conférences et des consultations sur la démocratie, la gouvernance, l'élection et la participation des jeunes. • La mise en place d'un bureau ou d'une unité de la jeunesse au sein des OGE et le recrutement de jeunes leaders populaires pour sa dotation en personnel. • L'organisation de forums de la jeunesse entre les jeunes de différents partis pour approfondir la collaboration, le partage d'information, la confiance mutuelle et la confiance entre les membres de l'OGE et les jeunes membres des partis. • La création de clubs de défense des droits et d'associations d'éducation des électeurs dans les écoles, tant au niveau local qu'au niveau national. • La promotion de l'intégration institutionnelle de la jeunesse dans l'administration électorale. • L'organisation de stages, de programmes d'échange sur les élections et la participation civique.

Groupe 3

	Objectifs stratégiques pour renforcer la participation des jeunes	Activités innovantes pour promouvoir la participation des jeunes
DOIT	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mettre en place un cadre législatif adapté aux jeunes à travers : (a) la constitution - promouvoir la réforme et surveiller l'avancement de la mise en œuvre ; (b) les lois électorales et les règlements - réserver aux jeunes un quart des emplois ou des postes, fixer un âge de la retraite politique, prévoir des mesures d'incitation pour le financement et mettre en place un système de vote anticipé et/ou par procuration. 2. Développer un langage convivial pour sensibiliser, promouvoir l'éducation et l'utiliser comme un outil de mobilisation ; utiliser un registre, noter le taux de participation aux élections et aux élections partielles et s'assurer que les candidats recueillent les statistiques. 3. Atténuer les questions liées à la gestion des relations avec les parties prenantes en créant des bases de données et en établissant la cartographie des groupes de jeunes et des plateformes d'engagement des jeunes. 4. Elaborer des plans et des stratégies de formation au recrutement du personnel en définissant les rôles et en fixant les quotas pour les stages. 5. Adopter une approche adaptée aux jeunes pour les opérations électorales en développant des interfaces et des plateformes plus simples, plus rapides, meilleures et plus adaptées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le plaidoyer pour la réforme. • Les médias, campagnes, communication face à face, manifestations récréatives, distribution de dépliants, programmes de sensibilisation, médias sociaux, envoi de messages courts (SMS), matériel IEC. • L'établissement de cartographie, organisation d'ateliers et consultations afin d'élargir la portée et la couverture des activités. • La mise au point de stratégies et organisation de campagnes publicitaires ciblant les jeunes diplômés universitaires. • La gestion des files d'attente et l'augmentation du nombre et de la taille des bureaux de vote. • L'augmentation du nombre des isoloirs dans les bureaux de vote pour faciliter la participation.

Groupe 4

	Objectifs stratégiques pour renforcer la participation des jeunes	Activités innovantes pour promouvoir la participation des jeunes
COMPTER	<ol style="list-style-type: none"> 1. Identifier les jeunes et les organisations de jeunesse existants et leur fournir le soutien et l'accréditation. 2. Accroître la participation des jeunes dans le processus électoral en termes d'enregistrement, de vote et de recrutement dans les OGE. 3. Accroître la participation des jeunes en termes de candidature par un système de quotas. 4. Accroître la participation des jeunes en termes de participation des jeunes femmes par un système de quotas. 5. Accroître la participation des jeunes en termes d'électeurs inscrits. 	<ul style="list-style-type: none"> • La promotion et l'augmentation de l'utilisation des médias sociaux. • L'utilisation des sports électroniques et des manifestations récréatives comme plateformes pour les parrainages. • L'organisation de visites dans les établissements scolaires et les campus à des fins promotionnelles. • La promotion de la formation de clubs démocratiques parmi les jeunes. • L'organisation d'actions itinérantes, d'événements culturels, de danses et de théâtre pour diffuser l'éducation civique aux électeurs. • L'élaboration d'un programme d'échange destiné aux OGE. • La composition de chansons à thèmes. • L'offre d'opportunités de stages aux jeunes dans les OGE. • L'octroi de bourses d'études supérieures spécifiquement en démocratie, gouvernance et processus électoraux.

Annexe B. Note d'orientation de la table ronde

Contexte

Les jeunes d'aujourd'hui sont la plus grande génération de jeunes dans l'histoire. Nous devons nous assurer que la parole est donnée aux jeunes à la table de prise de décision politique car ils sont dans les rues et sur les places du monde entier. Nous avons besoin de la créativité des jeunes pour trouver les moyens de relever les défis d'aujourd'hui. Nous avons besoin de leur aide... pour réaliser des progrès et le changement.

—Jan Eliasson, Vice-secrétaire général de l'ONU¹

Les jeunes âgés de 15 à 25 ans représentent un cinquième de la population mondiale. Cependant, leur influence sur la politique nationale reste limitée. On estime, de manière générale que la politique traditionnelle et la démocratie représentative que nous connaissons - selon laquelle les électeurs déterminent la course au pouvoir aux urnes - n'attire pas l'attention des cohortes plus jeunes. Les jeunes se sentent exclus des processus politiques.

A maintes reprises, l'histoire a montré qu'il est indispensable de travailler avec les jeunes pour réaliser la transformation sociale et politique. De la dissolution du régime de l'apartheid en Afrique du Sud au début des années 90 à la troisième révolution au Burkina Faso en 2014, les jeunes restent à l'avant-garde de la lutte pour la démocratie en Afrique. Lorsque les jeunes descendent dans la rue, les régimes autoritaires peuvent tomber et les pays prennent de nouvelles trajectoires. Toutefois, à la suite de ces moments critiques, les jeunes ont souvent été mis de côté. Cette perception de l'exclusion a amené les jeunes à chercher d'autres moyens pour faire entendre leur voix.

Mais dans toutes les démocraties - nouvelles et anciennes - les jeunes doivent jouer un rôle actif dans la formulation des politiques de demain. La participation inclusive demeure un droit politique et démocratique fondamental. Promouvoir activement l'inclusion des jeunes dans le processus politique est conforme non seulement aux normes, aux valeurs et aux droits, mais également à la politique pratique. Les masses de jeunes se retrouvent dans une situation différente et difficile : ils ont des priorités et des besoins différents de ceux de leurs aînés. Ayant grandi pendant et faisant partie d'une période de grande transformation - notamment la révolution des TIC - ils apportent des visions et des idées nouvelles et fraîches dans la sphère politique. Les gouvernements

¹ Discours prononcé à la IPI-UN-IDEA-CoD-IPU événement sur *Engaging Young People on Democracy* (Engager les jeunes sur la démocratie), 15 septembre 2014, New York.

et la société ne devraient pas laisser passer l'occasion de bénéficier de l'apport de la jeunesse pour atteindre des objectifs plus ambitieux de promotion de l'agenda pour le développement dans leurs pays.

Toutes les institutions de la démocratie doivent se pencher sur la question de la participation et de l'inclusion des jeunes. Etant en charge de l'organisation des élections, les organes de gestion des élections (OGE) ont un rôle crucial à jouer dans l'amélioration et la promotion de l'inclusion, de l'égalité de participation et de représentation des jeunes dans l'engagement politique. Pour promouvoir l'engagement des jeunes tout au long du cycle électoral, un OGE pourrait entreprendre des activités et des programmes spécifiques ciblant les jeunes et intégrer la participation des jeunes en général. De telles approches pourraient conduire à une participation effective des jeunes, surtout si cette question est abordée dans tous les programmes quotidiens de l'organe.

Dans ce contexte, IDEA international a donné le coup d'envoi d'une initiative « Lever les obstacles à la participation des jeunes : Points d'entrée pour les organes de gestion des élections. » Cette initiative développera une série d'études de cas à travers l'Afrique, avec pour objectif global d'établir une cartographie des programmes ou projets adaptés à la jeunesse et dans lesquels les OGE sont engagés et de collecter les données sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés de ces études de cas. La Table ronde sera un forum pour présenter et examiner certaines des études de cas. Il est prévu que les recommandations issues de la Table ronde alimenteront le projet qui vise un engagement plus profond de la part des OGE dans la promotion de la participation des jeunes à la politique.

Objectif

La Table ronde a pour objectif d'explorer les points d'entrée pour l'engagement des OGE à accroître la participation des jeunes et faciliter l'échange sur la façon dont les OGE peuvent travailler pour promouvoir la participation des jeunes tout au long du cycle électoral. Plus précisément, la Table ronde vise à :

- faciliter l'échange d'information sur la façon dont les OGE assurent la promotion de la participation des jeunes tout au long du cycle électoral, y compris prendre, noter, et discuter des idées novatrices pour un tel engagement
- présenter et examiner les études développées par rapport à l'initiative d'IDEA international à savoir « Lever les obstacles à la participation des jeunes : Points d'entrée pour les OGE ».
- rassembler les données sur les expériences et les approches novatrices déjà appliquées et identifier les bonnes pratiques et les leçons additionnelles tirées des OGE travaillant dans la région de la SADC pour la promotion de la participation des jeunes.

Trois questions transversales seront également abordées à la Table ronde, à savoir le genre, la violence liée aux élections et à la sécurité et l'utilisation des technologies dans la gestion des élections. En d'autres termes, la Table ronde a pour but de recommander les bonnes pratiques sur la façon dont les OGE peuvent :

- engager et encourager la participation des jeunes femmes aux activités électorales et politiques
- aborder la participation inquiétante des jeunes à la violence liée aux élections et définir les stratégies des OGE pour remédier à cette anomalie sociale
- faire participer les jeunes à travers l'utilisation des médias sociaux.

Résultats attendus et suivi après la Table ronde

La Table ronde produira la « Liste de contrôle pour les OGE œuvrant à la promotion de la jeunesse tout au long du cycle électoral ». La liste de contrôle permettra d'identifier 3 à 4 objectifs et 8 à 10 activités clés que les OGE peuvent entreprendre. On estime que ces objectifs et activités seront des outils essentiels pour les OGE dans la promotion et la participation des jeunes aux processus électoraux.

L'ECF-SADC et IDEA international compilera la liste de contrôle sous un format convivial et la soumettra aux OGE membres qui, à leur tour, seront encouragés à faire de temps en temps un rapport sur leur engagement vis-à-vis de la liste de contrôle. La liste de contrôle peut également être utilisée par l'ECF-SADC à l'avenir pour suivre les progrès d'un OGE dans l'application des outils ainsi développés. En outre, les réponses de l'OGE peuvent être utilisées par l'ECF-SADC et IDEA international pour mettre au point une stratégie régionale dans les mêmes domaines, en cas de besoin.

Délégués

La table ronde sollicitera la participation de 25 délégués au maximum. Les OGE membres de l'ECF SADC seront invités à désigner un (1) délégué, au niveau des commissaires et des PDG. En outre, les organisateurs inviteront 4 à 5 délégués des OGE qui ne sont pas de la région SADC ainsi que des organisations de la société civile qui interviennent dans le domaine de la promotion des jeunes dans les processus démocratiques/électoraux en vue d'enrichir les débats.

Personnes ressources

L'animatrice de la Table ronde orientera les débats et d'autres personnes-ressources seront invitées à prendre part aux discussions, avec une référence particulière aux auteurs des études de cas et des documents préparés dans le cadre de la Table ronde sur la participation des jeunes aux élections d'IDEA. Un rapporteur fera le rapport des travaux.

Lieu et date

La Commission électorale de l'Afrique du Sud accueillera la Table ronde au Election House, à Centurion/Johannesburg. La Table ronde démarrera le mardi 24 novembre à 14 heures et se terminera le 26 novembre à midi, afin de faciliter l'arrivée et le départ des délégués et des personnes ressources.

Interprétation

La table ronde sera essentiellement en anglais avec une interprétation en français et en portugais.

Partenaires

La Table ronde sera organisée conjointement par l'ECF-SADC et IDEA international, en étroite collaboration avec la Commission électorale d'Afrique du Sud qui accueillera l'événement dans ses locaux à Centurion/Afrique du Sud.

Financement

La Table ronde et les coûts y afférents seront pris en charge par IDEA international et la Commission électorale d'Afrique du Sud.

Annexe C. Programme de la table ronde

Première Journée : Participation des jeunes aux processus politique et électoral

13h00-14h00	Déjeuner
14h00-14h30	<p>Allocutions d'ouverture</p> <p>Intervenants :</p> <p>M. Terry Tselane, Vice-président, IEC Afrique du Sud – à confirmer</p> <p>Juge Mahapela Lehohla, Président du Comité exécutif de l'ECF-SADC</p> <p>Prof. Adebayo Olukoshi, Directeur régional, IDEA international</p>
14h30-14h45	Présentation des participants
14h45-15h15	Pause- café et photo de groupe
15h15-17h00	<p>Séance 1 : Participation des jeunes aux processus politique et électoral</p> <p>M. Rushdi Nackerdien, Directeur régional pour l'Afrique, IFES</p> <p>Mme Mette Bakken, Agent de Projet, IDEA international</p> <p>Hon. Dithapelo Keorapetse, Membre du Parlement, Botswana</p>
18h00	Round table dinner

Deuxième Journée : Le rôle des OGE dans la promotion de l'engagement des jeunes

09h00-09h15	Synthèse des discussions de la première journée
09h15-11h00	<p>Séance 2 : Points d'entrée des OGE dans la promotion de la participation des jeunes – expériences</p> <p>Expériences de l'engagement des OGE dans la région de la SADC : RDC, Mozambique, Botswana et Namibie</p> <p>Intervenants :</p> <p>M. Jean Baptiste Ndundu, Commissaire, Commission Electorale Nationale Indépendante, RDC</p> <p>M. Rodrigues Timba, Commissaire, Commission électorale nationale, Mozambique</p> <p>Masego Ndlovu, Principal Information Education Officer, Commission électorale indépendante du Botswana</p> <p>Dimpho Motsamai, Consultant indépendant en Elections</p>
11h00-11h15	Pause-café
11h15-13h00	<p>Séance 2 : Points d'entrée des OGE dans la promotion de la participation des jeunes – expériences (suite)</p> <p>Expériences de l'engagement des OGE en dehors de la SADC : Cap-Vert, Haïti et Bhutan</p> <p>Intervenants :</p> <p>Mme Maria do Rosario Lopes Goncalves, Présidente de la Commission électorale du Cap-Vert</p> <p>M. Mani Kumar Ghalay, Responsable principal de la Planification, Commission Electorale du Bhoutan</p> <p>M. Karl M. A. Jean-Louis, Directeur général, L'Observatoire citoyen d l'action des pouvoirs publics (OCAPH)</p>
13h00-14h00	Déjeuner

14h00-15h15	<p>Séance 3 : Engagement auprès des jeunes : Première partie – utilisation des technologies & des médias sociaux</p> <p>Intervenants :</p> <p>Mme Shana Kaiser, Administrateur de programme, IDEA international, Bureau de Tunisie</p> <p>Dr Nomsa Masuku, Directeur général adjoint des Elections, Commission électorale d’Afrique du Sud</p> <p>M. Samson Itodo, Chef de la Recherche, de la Politique et du Plaidoyer, Youth Initiative for Advocacy, Growth & Advancement (YIAGA)</p>
15h15-15h30	Pause-café
15h30-16h45	<p>Séance 3 : L’engagement auprès des jeunes : Deuxième Partie – prévention/ atténuation de la violence liée aux élections</p> <p>Intervenants :</p> <p>M. Sambo, CENI-T Madagascar</p> <p>M. Rasi Ndago Masudi, Directeur chargé de l’éducation de l’électorat et des partenariats, Commission électorale et des frontières indépendante du Kenya (IEBC)</p> <p>M. Tsepo Monethi, Ancien parlementaire, Lesotho</p>
16h45-17h00	Synthèse
	Braai – accueilli par la Commission électorale d’Afrique du Sud

Troisième Journée : Vers l'adoption de lignes directrices pour l'engagement des OGE

09h00-09h15	Synthèse des discussions de la deuxième journée
09h15-10h30	<p>Séance 4A : Identification d'éventuelles stratégies et activités d'OGE – Travail de groupe</p> <p>Thèmes des travaux de groupe :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les objectifs stratégiques orientant le travail des OGE en vue du renforcement de la participation des jeunes tout au long du cycle électoral 2. Activités novatrices dans lesquelles les OGE peuvent s'engager pour promouvoir la participation des jeunes qui sont susceptibles de donner des résultats tangibles et durables 3. Méthodes que les OGE peuvent appliquer pour intégrer les jeunes dans leur gestion des élections 4. Recommandations pour les OGE de promouvoir la participation des jeunes dans les processus électoraux <p>Facilitateurs :</p> <p>Mme Sibongile Zimemo, Expert en élections</p> <p>Mme Mette Bakken : Agent de Projet, IDEA international</p>
10h30-10h45	Pause-café
10h45-12h00	<p>Séance 4B : Vers l'adoption de lignes directrices et liste de contrôle pour les progrès réalisés</p> <p>Présentations et accord/engagement des Groupes de travail sur la voie à suivre</p> <p>Facilitateurs :</p> <p>Mme Sibongile Zimemo, Expert en élections</p> <p>Mme Mette Bakken : Agent de Projet, IDEA international</p>
12h00-12h30	<p>Allocutions de clôture</p> <p>Intervenants :</p> <p>Mme J.L. Kazembe, Présidence ECF-SADC</p>
12h30-13h00	<p>Closing remarks</p> <p>Speakers:</p> <p>Ms J.L. Kazembe, ECF SADC Presidency</p>
13h00-14h00	Déjeuner
14h00	Fin de la Table ronde

Annexe D : List des participants

M. Khumo G. Lebang		OGE Botswana
Mme Masego Ndlovu Kgalemang		OGE Botswana
Mlle Jennifer Makengo	Assistante	OGE RDC
M. Jean Baptiste Ndundu	Commissaire	OGE RDC
Adv. Mamosebi Pholo	Commissaire	OGE Lesotho
M. Tuoe Hantsi		OGE Lesotho
M. Sambo	Commissaire	OGE Madagascar
Mme Chikondi Mvula	Commissaire	OGE Malawi
Mme Vigianee Coonjan	Fonctionnaire électoral	OGE Maurice
M. Mbonisi M. Bhembe	Fonctionnaire des élections	OGE Swaziland
M. Rodrigues Timba	Commissaire	OGE Mozambique
Dr Nomsa Masuku	Fonctionnaire électoral adjoint :	OGE Afrique du Sud
M. Lonwabo Jwili		OGE Afrique du Sud
Mme Rejoice Sibanda		OGE Zimbabwe
M. Khamis Issa Khamis	Juriste	OGE Zanzibar
M. Isaac Muyuni	Fonctionnaire chargé de l'Education des Electeurs	OGE Zambie
M. Rasi Ndago Masudi	Directeur, Education des Electeurs et Partenariats	OGE Kenya
M. Mani Kumar Ghalay	Fonctionnaire principal de Planification	OGE Bhoutan
Mme Maria do Rosário Lopes Gonçalves	Présidente	OGE Cap-Vert
M. Karl M. A. Jean-Louis	Directeur Exécutif	OCAPH – Haïti
M. Rushdi Nackerdien	Directeur régional	IFES
M. Samson Itodo	Assistant de direction	YIAGA
Mme Dimpho Motsamai	Consultant	Consultant indépendant
M. Tsepo Monethi	Ancien député du Lesotho	
Hon. Dithapelo Keorapetse	Parlementaire	Parlement du Botswana
Mme Tebogo Suping	Avocat pour la promotion des jeunes	
M. Abiah Tirivanhu Matibenga	ZESN	SADC ESN
M. Kabelo Sedisa		ECF-SADC
Prof. Adebayo Olukoshi	Directeur régional	IDEA international, Addis-Abeba

Hon. Juge M. L. Lehohla	Président ECF-SADC EXCO	
Mme J.L. Kazembe	Président ECF-SADC	
Mme Shana Kaiser	Administrateur de programme	IDEA international, Tunis
Mme Mette Bakken	Agent de Projet	IDEA international, Addis-Abeba
Mme Sibongile Zimemo	Expert – Facilitateur en Elections	Consultant indépendant
M. Salim Latib	Consultant	Rapporteur
M. Brian Majanl	Assistant	IDEA international, Addis-Abeba

À propos IDEA international

Qu'est-ce qu'IDEA International ?

L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA international) est une organisation intergouvernementale dont la mission est de soutenir la démocratie durable dans le monde. Il a pour objectif de favoriser le renforcement des institutions et processus démocratiques, ainsi qu'une démocratie plus durable, plus efficace et plus légitime.

Que fait IDEA International ?

Le travail de l'institut est organisé aux niveaux mondial, régional et national, et met l'accent sur le citoyen en tant qu'acteur du changement.

IDEA international produit des connaissances comparatives dans ses grands domaines d'expertise : les processus électoraux, l'élaboration de constitutions, la participation et la représentation politiques, et la démocratie et le développement, ainsi qu'en matière de démocratie en relation avec l'égalité des sexes, la diversité, les conflits et la sécurité.

IDEA apporte ces connaissances aux acteurs nationaux et locaux qui œuvrent pour une réforme de la démocratie, et facilite le dialogue en faveur du changement démocratique.

Par son travail, IDEA vise :

- à renforcer la capacité, la légitimité et la crédibilité de la démocratie ;
- une participation plus inclusive et une représentation plus responsable ;
- une coopération démocratique plus efficace et plus légitime.

Où travaille IDEA International ?

IDEA international, dont le siège se trouve à Stockholm, en Suède, travaille dans le monde entier et dispose de bureaux en Afrique et Asie de l'Ouest, Asie-Pacifique et Amérique latine et Caraïbes.



IDEA international
Strömsborg
SE-103 34 Stockholm
Suède
Tél + 46 8 698 37 00
Fax + 46 8 20 24 22
info@idea.int
www.idea.int